

Les villes européennes veulent de nouveaux financements pour les transports

L'Association européenne des autorités organisatrices de transport (Emta), qui rassemble une trentaine de métropoles, estime qu'il faudra trouver des dizaines de milliards d'euros supplémentaires d'ici 2020 pour financer leurs transports publics.

"Les autorités organisatrices de transport (régions, agglomérations, villes, ndlr) n'arriveront pas seules" à financer les transports publics, a indiqué jeudi à l'AFP Sophie Mougard, directrice du Syndicat des Transports d'Ile-de-France (Stif) et vice-présidente de l'Emta (European Metropolitan Transport Authorities). Selon l'Emta, qui organisait le 27 novembre 2008 un colloque sur le financement des transports publics, l'Ile-de-France aura besoin de 28 milliards d'euros, Londres de 46 milliards, Madrid de 26 ou Bruxelles de 8, a souligné Sophie Mougard.

Les plus grosses agglomérations en Europe sont confrontées aux mêmes problématiques, essentiellement la perspective de saturation à court terme, le besoin de rénovation des infrastructures et des matériels roulants, a-t-elle ajouté.

Parmi les solutions à envisager pour financer le développement mais aussi l'entretien et l'exploitation des réseaux de transports publics, il faudra peut-être "solliciter l'usager, c'est-à-dire augmenter les tarifs", selon Sophie Mougard, citant aussi d'autres pistes comme les péages urbains ou les "écotaxes".

L'Emta sollicite régulièrement la Commission européenne pour qu'elle soutienne ces préoccupations, a aussi dit Sophie Mougard.

Fondée en 1998 par le Stif, l'Emta rassemble 32 métropoles de 17 pays, soit 100 millions d'habitants.